

Revivez #LaREF24 - Keynote spéciale

Publié le 2 septembre 2024

Avec Yaël Braun-Pivet et Gérard Larcher.

Verbatim

Yaël Braun-Pivet : *"Vous me permettrez de faire avec Jean-Jacques Goldmann le choix du made in France. Etre ensemble, jamais autant qu'aujourd'hui notre pays n'a eu besoin de cet état d'esprit."*

"Les responsables politiques ont une immense responsabilité face à la haine... Nous serons là ensemble chaque fois que cela sera nécessaire. Le contexte politique appelle à l'union de tous ceux qui rejettent le pessimisme."

"Il est essentiel que les deux présidents des deux chambres se présentent ensemble devant les forces économiques du pays. Garantir la stabilité institutionnelle est indispensable, c'est l'engagement que je suis venue prendre devant vous aujourd'hui, vous pouvez compter sur moi."

"S'il faut dix ans pour construire la confiance, il suffit de quelques jours pour la défaire. Notre économie a besoin de visibilité, pas d'idéologie. On ne peut pas faire comme si le monde n'existait pas."

"Des résultats tangibles ont été obtenus pour notre compétitivité et la France est restée championne des investissements étrangers. Nous ne devons surtout pas renoncer à la nécessité de rétablir l'équilibre de nos finances publiques. mais la stabilité budgétaire ne devra pas obérer la croissance."

"Nous devons aussi miser sur la formation pour faciliter le retour à l'emploi."

"Chacun a le devoir de travailler, mais le droit de trouver un emploi."

"Le budget devra être celui du courage et des choix difficiles, mais aussi celui des attentes fortes."

"Il nous faut répondre aux attentes des Français qui veulent plus de justice sociale."

"La fiscalité doit encourager l'audace, pas punir la réussite."

"Est-il encore acceptable qu'à travail égal le salaire des femmes soit encore inférieur de 15,4 % à celui des hommes ? Est-il encore acceptable que seulement 3 entreprises du CAC 40 soient dirigées par des femmes. Le combat de la parité nous devons le mener ensemble pour le gagner ensemble."

"Assumons ensemble nos responsabilités. Nous devons poursuivre ensemble la transformation de notre pays."

"Pour qu'une réforme soit acceptée, elle doit être concertée, c'est la marque d'une démocratie plus mûre."

"On ne dialogue vraiment qu'avec ceux qui écoutent, il appartient aux partenaires sociaux de donner du sens à cette méthode. La démocratie participative se trouve depuis 2017 sur le dessus de notre panier d'outils. La grande coalition que nous appelons de nos vœux n'est pas seulement politique, mais aussi économique et sociale;"

"En deux ans, 40 textes ont été adoptés à l'unanimité et ces textes émanaient de parlementaires de tous bords. Ce n'est ni de droite, ni de gauche, de servir l'intérêt général. L'Assemblée nationale n'est pas le problème, elle est la solution."

"La précédente législature n'a pas été une parenthèse, le temps des coalitions est venu !"

"Il est vital que la co-construction s'amplifie ! Il nous faut à tous les niveaux ceux qui ont envie de se donner les moyens de vivre ensemble ! Ce que nous devons faire est possible, à condition de le vouloir !"

Gérard Larcher : *"Nous sommes unis par la même volonté d'être utiles et de faire émerger des solutions... Nous voulons contribuer à la continuation de l'Etat républicain."*

"S'interroger sur la démocratie, c'est aussi s'interroger sur les problèmes économique et sociaux auxquels nous sommes confrontés. La situation dégradée des finances publiques nous impose de réduire le déficit sans accentuer la pression fiscale. La tentation de laisser filer les déficits conduirait à une perte de souveraineté."

" La crise politique actuelle s'explique aussi par la verticalité du pouvoir. Nous devons recréer un lien de confiance, sans lequel il n'y a pas de société et de vivre ensemble."

"Notre pays s'en remet à l'action de l'Etat, dont il attend beaucoup et certainement trop. Si je crois au rôle de l'Etat, je crois tout autant à celui des corps intermédiaires."

"L'articulation de la croissance et de la cohésion sociale repose sur l'action des partenaires sociaux. Nous avons besoin aujourd'hui encore plus qu'hier d'un pacte républicain."

"Il faut jouer la carte de la confiance, qui doit partir du terrain, des entreprises et des collectivités territoriales. On ne peut pas réformer sans les acteurs sociaux."

"Le temps de la concertation n'est jamais du temps perdu. La négociation permet d'éviter la précipitation et assure à la réforme une certaine stabilité."

"Aujourd'hui, l'articulation entre l'Etat et les partenaires sociaux fonctionne mal. Le Medef doit pouvoir jouer pleinement son rôle de laboratoire d'idées."

"Il serait totalement irresponsable de revenir en arrière sur l'âge de départ à la retraite. La crise actuelle va nous obliger à trouver de nouvelles méthodes ! De nombreux sujets sont à traiter : le maintien dans l'emploi des seniors, la formation tout au long de la vie, le pouvoir d'achat..."

"Sans représentativité sur le terrain, le dialogue social manque de force. En démocratie, on ne gouverne ni par la force, ni par la ruse, mais seulement par la confiance."